

La Charente qui est le seul département dont tous les indicateurs sociaux et territoriaux sont en dessous de ceux de l'académie (CSP défavorisées, RSA, zone rural, densité élèves /km²) a toujours servi de variable d'ajustement à la carte scolaire académique. Nous ne nous faisons donc guère d'illusions sur les mesures que vous prendrez lors de ce CTSD qui ne résorberont pas les 118 postes supprimés depuis 2006 (soit 1 poste pour 9 élèves en moins).

La manière dont le SNUipp s'est battu tout au long des 5 dernières années, sans jamais lâcher, malgré un contexte difficile, explique en partie que l'école primaire soit désormais la priorité du nouveau gouvernement. On sait que c'était un sujet très politique démarquant les 2 candidats, quand sur d'autres, comme l'emploi, les marges de manoeuvre étaient plus difficiles à exploiter dans la campagne et les promesses peut-être moins aisées.

Placer l'avenir et la jeunesse au cœur du projet de société ne peut que nous réjouir. Le projet de « refondation de l'école » porte en germe les transformations celle-ci pour transformer la société, la volonté de lutter contre les inégalités ... On a le droit de s'en féliciter, d'autant que les « combats » que nous n'avons cessé de mener y sont pour beaucoup. « Bagarres » auxquelles les enseignants ont adhéré en plaçant l'année dernière **le SNUipp comme 1ère organisation syndicale avec plus de 49% des voix.**

Néanmoins, cette alternance politique ne change rien à nos revendications et à nos priorités. Nous ne serons pas des courroies de transmissions. Notre cap n'a pas changé, transformer l'école est notre souci permanent. Cela passe par la mise à bas des fondements de cette école néo libérale que nous combattons. Il faut continuer l'abandon de ce système qui aurait voulu transformer nos élèves, futurs citoyens, en viande à patron et les enseignants en « cocheurs » de cases et autres aiguilleurs zélés.

S'il est possible de comprendre que des limites financières imposent de programmer sur la durée certaines mesures « coûteuses », il n'en va pas de même sur de nombreuses mesures symboliques.

Nous exigeons donc :

Le retrait immédiat du LPC (papier et numérique).

L'arrêt de l'aide personnalisée et le retour aux 26 heures d'enseignement pour tous les élèves dans le cadre d'une nouvelle organisation du temps scolaire.

L'abrogation des évaluations nationales et des stages RAN ainsi que les primes qui les accompagnent qui devraient être reversées au pot commun pour revaloriser les salaires de tous les enseignants.

Une réelle prise en compte de la difficulté scolaire avec une revitalisation des RASED.

La garantie de la possibilité d'accueil des 2 ans.

Le rétablissement de la carte scolaire et la prise en compte de spécificités départementales comme la ruralité.

....

L'heure n'est ni grave, ni historique.

L'heure n'est ni dramatique, ni passée.

Par contre, il est l'heure, monsieur le Directeur Académique des services de l'éducation nationale.

Julien Peyraut- Secrétaire départemental du SNUipp-FSU16